

De janvier à mars 2013, 43 rapports nouveaux ont été, conformément aux protocoles d’opérationnalisation en vigueur, ajoutés à la base de données du système www.ecowarn.org. Composés de 30 rapports d’incidents et 13 rapports hebdomadaires de situation, ces rapports restituent les incidents majeurs (I) et leurs incidences sur la tendance des risques (II) sur la situation de paix. A l’analyse, ils induisent aussi des points chauds et des recommandations (III).

I- Quelques incidents majeurs

Comparativement au dernier trimestre de 2012, il a été noté 50% d’augmentation passant de 20 incidents à 30 incidents relevés pour ce trimestre. Les incidents les plus “saillants” du trimestre sont regroupés et consignés dans le tableau ci-après.

Réseau Ouest Africain d’Alerte et de réponse rapide

Le réseau d’alerte et de réponse rapide fait partie intégrante du Programme “Alerte Précoce et Réponse rapide” (WARN) du Réseau Ouest Africain pour l’Edification de la Paix (WANEP). A travers WARN, WANEP prend appui sur la société civile des 15 pays de la Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) pour opérationnaliser un système d’alerte et de réponses qui privilégie la sécurité humaine.

Le programme a démarré avec les pays du Bassin du fleuve Mano (Sierra Leone, Guinée, Libéria et Côte d’Ivoire) avant de s’étendre à tous les pays de la CEDEAO. Depuis 2002, WANEP a signé avec la CEDEAO un Protocole d’Entente (PE) dans le cadre du renforcement des capacités en matière de prévention des conflits. L’un des buts de cet accord est de servir d’interface entre WARN et ECOWARN qui est le système d’alerte précoce et de réponses rapide de la CEDEAO (www.ecowarn.org) afin d’optimiser la prévention des conflits en Afrique de l’Ouest.

Par cet accord, WANEP dispose, depuis 2003, un bureau de liaison dans l’enceinte du Secrétariat de la CEDEAO à Abuja au Nigéria.

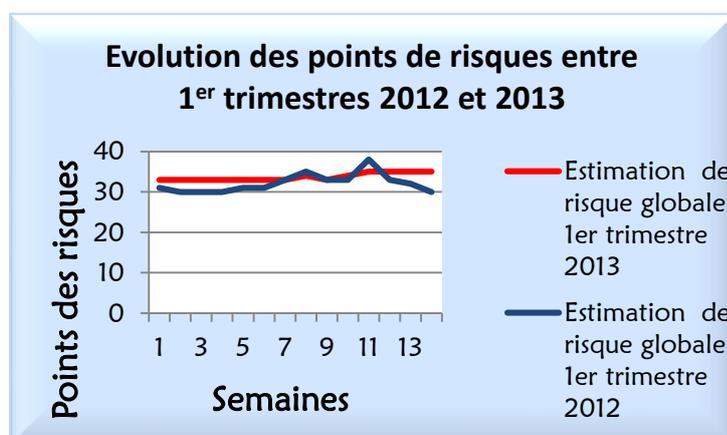
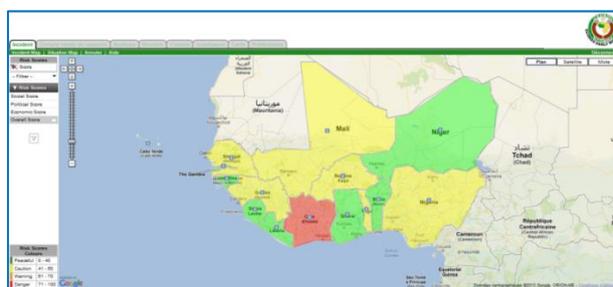
Incidents	Lieu	Nombre de Décès / victimes / destruction de propriétés /population affectées	Mécanisme d’adaptation / réponses / intervention
Rumeur de tentative de coup d’Etat.	Bénin	N/A	Le procureur de la République a mis en détention provisoire Pamphile ZOMAHOUN et Johannes DAGNON. Un 2 ^e mandat international d’arrêt a été lancé contre Patrice TALON.
Enlèvement : (Annonce du risque d’enlèvement des ressortissants français)	Bénin	Néant	Le gouvernement a réagi pour dénoncer cette alerte du gouvernement français et rassurer sur la sécurité des étrangers vivants au Bénin.
Autres Manifestations	Bénin	N/A	Décision d’envoi de troupe au Mali.
Détention	Cotonou, Littoral	Garde-à-vue du Ministre de l’environnement.	Relâché après 48 heures de garde-à-vue sans explications publiques.
Agression	Adjohoun, Ouémé	Profanation de palais royal par des forces de sécurité.	Des excuses du gouvernement au Roi SIGNON de la Vallée de l’Ouémé.
Accident	Cotonou, Littoral /Abomey-	03 blessés dont 02 sur le chantier du hall de l’aéroport et 01 sur le	Des Ministres sont allés constater les dégâts. Les populations de Maria-Gléta (Calavi) ont attiré l’attention sur les

	Calavi, Atlantique	chantier de la turbine à gaz de Maria-Gléta)	dangers autour de la turbine à gaz et demandent à être reloger.
Arrestation/ Expulsion	Cotonou, Littoral	Trois prédicateurs congolais	Le Ministre de l'intérieur a dénoncé un prêche illégal et une atteinte au respect de la coexistence religieuse pacifique.
Homicide	Abomey-Calavi,	01 mort (professeur d'université)	Les enquêtes sont en cours.
Vol	Cotonou, Littoral	Environ 200 millions de francs CFA volés au Trésor public	Enquête en cours avec plusieurs arrestations.
Arrestation	Cotonou, Littoral	Condamnation de justice avec mandat de dépôt contre Me Lionel AGBO en cavale et recherché	Grâce présidentielle puis retrait de la plainte par le Président de la République
Incendie	Akpro Missérété / Natitingou,	Dégâts matériels avec un blessé grave à Natitingou	L'essence de contrebande étant la cause pourrait justifier l'absence d'action du gouvernement
Autres Manifestations	Cotonou, Littoral	La jeunesse béninoise, suite aux fraudes enregistrées lors du concours de recrutement	La FESYNTRA-Finance, la CSTB, la CSA-Bénin, Célestine ZANOÛ, Dynamique pour une alternative citoyenne ont tous dénoncé le concours des APE pour le compte du Ministère des finances.
Manifestations pacifiques	Cotonou, Littoral	N/A	Demande d'asile de l'ancien Président centrafricain non entérinée au 31 mars.

Les effets de ces différents incidents sont perceptibles à travers les tendances des risques sur la situation de paix.

II- Evolution de la tendance des risques

Sur le premier trimestre 2013, la moyenne générale des estimations de risques (*politique, social et économique*) est de 37 points sur 100 points, ce qui situe le Bénin, au regard de l'expérience dans la sous-région, dans la catégorie¹ des pays en paix relative. Toutefois, comparativement

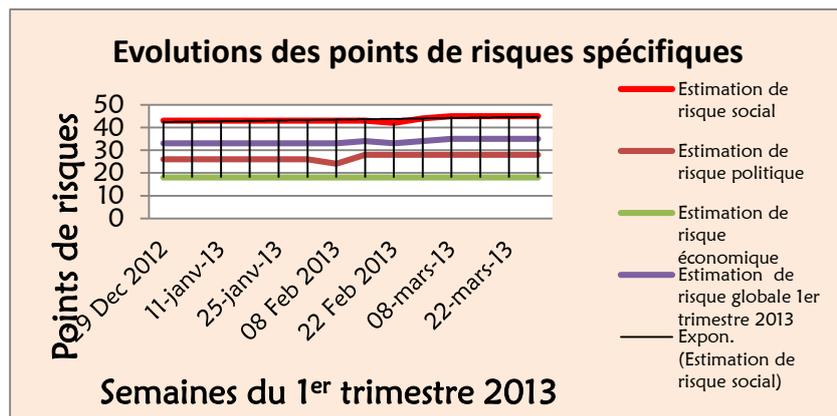


au trimestre dernier où la moyenne générale des estimations était de 33 points, le pays a gagné 4 points de risques.

En remontant à la moyenne générale des estimations de risques du 1^{er} trimestre de 2012, le gain est resté toujours de 4 points de risques. A la loupe, ce gain en

¹ Dans le langage du système ecowarn, 4 catégories existent à savoir : Pays en paix relative (0 à 40 points) ; Pays sous surveillance (41 à 60 points) ; Pays sous Alerte (61 à 70 points) et Pays en Danger (71 à 100 points).

points de risques est le fait d'une augmentation sensible de la moyenne des estimations de



risques sociaux et politiques. En effet, la moyenne des estimations du risque social qui est restée élevée a atteint 45 points contre 43 points au trimestre précédent.

A l'analyse des points chauds qui ont induit ces estimations de risques,

certaines recommandations s'imposent.

III- *Points chauds notés et Recommandations*

Durant ce trimestre, les 4 points de risques sont attribuables à :

- Δ La persistance d'une certaine obsession sécuritaire² du pouvoir _ou tout au moins de menaces sécuritaires_ flanquée de la peur de menaces³ d'attaques d'extrémistes violents engendrées par l'engagement du Bénin contre l'extrémisme violent au côté du mali. L'ambiance peut inquiéter sachant que 87%⁴, des béninois vivent dans des localités où il n'y a ni poste de police ou gendarmerie, ni barrage ou patrouille d'agent de sécurité publique. Les comités locaux de sécurités qui y opèrent ne pourront être à la hauteur des menaces.
- Δ une fragilisation⁵ progressive, de plus en plus dénoncée, de la liberté de presse, d'expression et de manifestation.
- Δ la montée progressive de la fièvre électorale relative aux prochaines élections municipales, communales et locales reportées, tacitement, sans annonce officielle sur la date de leurs tenues. Cette montée intervient dans un contexte de dialogue politique difficile autour de la correction de la Liste Electorale Permanente informatisée (LEPI).
- Δ la fronde sociale engendrée par les fraudes, légèretés et irrégularités abondamment dénoncées⁶ dans un concours de recrutement au profit du ministère des finances.
- Δ la situation de délestage agressif ralentissant la vie économique.

² Le 20 août 2012, un communiqué signé du Ministre de l'Intérieur a confirmé des rumeurs d'un projet de déstabilisation du pays par des acteurs politiques, opérateurs économiques et syndicalistes. En octobre 2012, l'affaire d'empoisonnement du Chef de l'Etat a éclaté et les présumés auteurs (Mlle Zoubératou KORA, Ibrahim Mama CISSE et Soumanou MOUDJAÏDOU) sont toujours en détention en attente de jugement. Le 23 février 2013, Pamphile ZOMAHOUN et Johannes DAGNON est été interpellés et mis en détention dans une affaire de "tentative de coup d'Etat". Toutes ces affaires convergent vers l'homme d'affaire béninois Patrice TALON en exil à Paris en France désigné comme commanditaire.

³ C'est dans ce sens que C'est dans ce cadre que trois prédicateurs congolais venus au Bénin pour organiser des conférences publiques dans tout le pays ont été expulsés, le vendredi 18 janvier 2013 pour prêche illégal et atteinte au respect de la coexistence pacifique entre les religions. Le mardi 19 mars 2013, un Touareg malien a été arrêté dans la commune de Dogbo, Département du Couffo par les forces de sécurité qui sont en alerte maximale. Le sieur Amar Kamir a été identifié comme un Djihadiste à cause de ses attitudes suspectes. Après enquête, il a été reconduit au Mali.

⁴ D'après une enquête d'Afrobarometer publiée en Janvier 2013, http://www.ireep.org/images/documents/availability_francaise.pdf. Consulté le 02 avril 2013.

⁵ Communiqué de presse du 7 mars 2013 d'une coalition de 8 ONG et réseaux d'ONG béninoise dénonçant le "Périls sur les espaces d'expression"

⁶ Lire la lettre ouverte de Célestine Zanou à Boni Yayi du 26 Février 2013. Lire <http://www.lanouvelletribune.info/index.php/actualite/une/13695-zanou-a-yayi-le-pays-est-en-alerte-rouge>

Au terme du 1^{er} trimestre 2013, le Bénin est resté certes dans la catégorie des pays de “Paix relative” mais les courbes montent et risquent encore de monter avec la prochaine de la fièvre électorale. Les réponses doivent contribuer à la minorer les risques sociaux et politiques en ciblant :

- l’agenda des élections prochaines
- le dialogue politique sincère autour de la correction de la LEPI
- le dégel de la fronde sociale relative,
- le retour au sentiment de quiétude et de sécurité de l’Etat et des populations.
- le renforcement de la liberté de presse, d’expression et de manifestation